

UN CRIME CRAPULEUX EN EST À L'ORIGINE

Émeutes à Chéraga

La situation a failli de peu dégénérer, hier, à Chéraga, dans la banlieue ouest de la capitale puisque des émeutes ont émaillé une partie de la localité avec toujours le même élément déclencheur, commun à toutes les révoltes que connaissent nombre de villes aux quatre coins du pays, le sentiment d'injustice.

M. Kebci - Alger (Le Soir) -

A l'origine de cette révolte, encore une, un crime crapuleux commis sur un jeune homme de 26 ans, qui tenait une boutique au quartier Sidi Hacène, communément appelé le Grand-Chéraga, où il vendait divers rafraîchissants, du thé et autres cacahuètes.

C'était vendredi dernier quand, vers les coups de 22h, racontent des jeunes rencontrés sur les lieux, des jeunes, connus pour leurs profils de type pas du tout recommandables pour une quelconque fréquentation, se sont présentés chez le jeune épiciériste.

Des échanges d'amabilité saupoudrés de gros mots n'ont pas tardé alors à se faire entendre, ce qui a irrité le jeune commerçant qui aurait invité les «intrus» au quartier à déguerpir.

Ce qu'ils feront mais pour revenir avec du renfort, visiblement pour en découdre et laver cet «affront», habitués qu'ils sont à semer terreur et à faire la loi, notamment de nuit.

Mais cette fois-ci, l'usage de la force prendra le dessus puisque l'un de ces derniers n'hésitera pas à planter un poignard dans le dos du jeune épiciériste au moment où deux de ses

amis, avec qui il veillait dans sa modeste boutique comme de coutume, étaient blessés, dont un grièvement.

Evacué à l'hôpital de Béni Messous, le jeune vendeur est décédé des suites de ses profondes blessures qui lui ont fait perdre beaucoup de sang alors que ses deux autres compères s'en sortirent miraculeusement.

Et l'intervention prompte des éléments de la Gendarmerie nationale a permis l'arrestation de ces agresseurs sans foi ni loi qui étaient au nombre de 11. Une interpellation qui a eu pour effet de soulager et les familles des victimes et les populations qui ont eu à endurer dignement cette dure épreuve.

Mais c'était compter sans la mise sous contrôle judiciaire de cinq de ces agresseurs au moment où le procureur de la République près le tribunal de Chéraga a mis sous mandat de dépôt les six autres. Ce que les jeunes du quartier ont eu à interpréter à leur manière puisqu'ils parlent de la force de l'argent. Les mis sous contrôle judiciaire seraient, à leur prêter l'oreille, des fils de pontes difficiles à atteindre et à toucher. Plus que cela, ces cinq agresseurs mis sous contrôle judiciai-



Les jeunes se sont révoltés suite à la décision du procureur de libérer six personnes.

Photo : New Press

re auraient, toujours selon nos interlocuteurs, ostentatoirement fêté leur libération pourtant conditionnée, avant-hier, lundi, soit au troisième jour de la mort du jeune épiciériste que la famille et proches célébraient douloureusement.

D'où la colère des jeunes du quartier qui, ne pouvant supporter cette offense, ont procédé à la fermeture, dans la soirée même, de la route menant vers Staouéli, et ce, à l'aide de pneus brûlés et l'abattage de deux pylônes électriques.

La scène s'est poursuivie jusqu'à hier en début d'après-midi

quand les forces anti-émeutes relevant de la Gendarmerie nationale, dépêchées sur les lieux en très grand nombre, ont pu dégager cet important axe routier, non sans avoir eu à recourir aux fameuses gaz lacrymogènes.

Ceci après avoir réussi à acculer les jeunes manifestants à l'intérieur du quartier dans lequel nous n'avons pu accéder — les gendarmes, massivement déployés à l'entrée, filtraient rigoureusement l'accès qu'ils interdisaient aux étrangers.

Cette version des faits des jeunes du quartier sera corrobore-

rée par un officier de la Gendarmerie nationale pour qui, les jeunes du quartier ont mal interprété la libération conditionnée des cinq agresseurs, qu'ils assimilent à un acquittement, ce qui est loin d'être le cas puisqu'ils sont mis sous contrôle judiciaire.

Et les tentatives de nous rapprocher de la famille de la victime ou d'un proche était du domaine de l'impossible au vu de l'impressionnant dispositif sécuritaire déployé qui a fait que le quartier a été totalement bouclé et isolé du reste de la ville.

M. K.

LE VERDICT MIS EN DÉLIBÉRÉ IL Y A UNE SEMAINE

Le maire de Zéralda relaxé

Le maire de Zéralda M. Khatir Mouhib a été relaxé hier par le tribunal correctionnel de Hadjout. Le verdict a été prononcé hier, une semaine après la mise en délibérée de l'affaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -

Poursuivi pour les chefs d'inculpation «d'abus de confiance et tentative de corruption», le maire de Zéralda a été relaxé hier par l'instance judiciaire de Hadjout qui relève de la Cour de Tipasa, lors du procès qui s'est tenu, il y a une semaine au niveau de cette juridiction, la représentante du ministère public avait requis une peine de cinq ans de prison ferme.

Or, pour la défense, «les chefs d'inculpation retenus contre M. Khatir Mouhib, ne sont ni infondés, encore moins justifiés». «Notre client est victime d'une machination orchestrée par des



Photos : DR.

forces occultes qui ont tout fait pour porter atteinte à sa dignité et à celle de sa famille. Mieux, l'accusation qui a requis à son encontre cinq ans de prison ferme n'a point justifié sa demande», a plaidé M. Sodhil, un des avocats du collectif ayant assuré la défense du maire de Zéralda.

Pour cet avocat, «M. Khatir Mouhib n'est pas

de la trempe de cette catégorie qui porte atteinte aux principes fondamentaux de la République. Et puis, aujourd'hui, je me pose la question qu'a-t-on jugé ? Le citoyen Khir Mouhib vu le premier magistrat de la commune de Zéralda ?»

Il est à noter que dans cette affaire, le maire de Zéralda a été poursuivi

après une plainte déposée à son encontre par un revendeur de téléphone mobile natif de Zéralda et exerçant à Staouali.

Selon la parti civile, le maire de Zéralda «a acheté un lot de téléphones portable, mais sans pour autant payer ses factures.

A. B.

TIARET

Enterrement du jeune qui s'est immolé dans un climat de violence

C'est une panique générale qui s'est emparée de la population locale quelques moments après l'enterrement du jeune Hichem qui s'est immolé par le feu la semaine dernière au centre-ville de Tiaret.

En effet, munie de banderoles, une immense foule, visiblement excitée, a accompagné la dépouille mortelle depuis le quartier Oued Tolba jusqu'au cimetière, hier, aux environs de 13h30, au point de mettre en alerte les services de sécurité. Ces derniers, renforcés par la brigade antiémeute, se sont déployés à travers différents endroits dont la place Régia, et autres édifices publics pour parer à toute éventualité. La tension était telle que tous les commerces ont baissé rideau. Les travailleurs, notamment les femmes, de certaines administrations publiques, ont quitté leurs bureaux de peur d'être agressés par la foule déchaînée qui s'adonnait à des jets de pierres et autres projectiles.

De retour de l'enterrement, les jeunes en colère ont brisé quelques vitres du siège de l'agence foncière et arraché des plaques de signalisation obligeant les policiers à intervenir. Ces derniers ont eu recours aux gaz lacrymogènes pour les disperser.

La place du 17-Octobre, très fréquentée habituellement, a été, quant à elle, désertée, laissant planer un climat de peur. A noter qu'à la veille de l'enterrement, les autorités locales se sont déplacées au domicile mortuaire pour présenter leurs condoléances à la famille du jeune Hichem qui a succombé des suites de ses graves brûlures, avant-hier, au CHU d'Oran suite à une immolation par le feu.

M. B.